

Brochure n° 3261

Convention collective nationale
IDCC : 1611. – ENTREPRISES DE LOGISTIQUE
DE COMMUNICATION ÉCRITE DIRECTE

AVENANT N° 1 DU 18 MARS 2010
À L'ACCORD DU 9 NOVEMBRE 2006 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1050716M
IDCC : 1611

PRÉAMBULE

Les parties signataires du présent avenant rappellent que la loi portant modernisation du marché du travail du 25 juin 2008 a modifié l'étendue de l'obligation patronale de maintien de salaire dite « mensualisation » en cas d'arrêt de travail des salariés. Ainsi, la condition d'ancienneté légalement requise pour bénéficier d'un tel maintien est passée de 3 ans à 1 an d'ancienneté.

L'article 35 de la convention collective nationale des entreprises de logistique de communication écrite directe a été modifié par un avenant n° 14 en date du 3 septembre 2009 afin de se mettre en conformité avec cette réforme. Il convient donc désormais de réviser également l'accord collectif du 9 novembre 2006 instituant un régime de prévoyance complémentaire au sein de la branche, et principalement la garantie d'incapacité de travail étroitement liée aux obligations patronales de maintien de salaire précitées.

Article 1^{er}

Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3.1.2 de l'accord collectif du 9 novembre 2006 instituant des garanties collectives et obligatoires d'incapacité et d'invalidité dans les entreprises de logistique de

communication écrite directe, afin de diminuer l'ancienneté mentionnée comme ouvrant droit à la garantie « mensualisation ».

En conséquence, l'alinéa 2 de l'article 3.1.2, intitulé « Franchise », est modifié de la manière suivante :

« La garantie intervient quelle que soit l'ancienneté du salarié. Pour les salariés ayant 1 an d'ancienneté, la garantie intervient en complément ou en relais de la mensualisation. »

Les autres dispositions de l'accord collectif du 9 novembre 2006 demeurent inchangées.

Article 2

Date d'effet. – Durée. – Dépôt

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée, et entre en vigueur le 3 septembre 2009.

A compter de cette date, l'article 3.1.2 de l'accord collectif du 9 novembre 2006 est donc modifié comme défini ci-dessus.

Le présent avenant sera déposé en deux exemplaires (une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique) auprès des services centraux du ministre chargé du travail, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Fait à Paris, le 18 mars 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SELCED.

Syndicats de salariés :

Syndicat national du personnel des industries polygraphiques

CFE-CGC ;

Fédération communication, conseil et culture CFDT ;

Syndicat national presse, édition, publicité CGT-FO ;

FILPAC CGT.